

Commission paritaire auxiliaire pour le secteur non marchand (CP337)

Convention collective de travail du 7 novembre 2017 instituant un fonds de sécurité d'existence en faveur des groupes à risque.

Chapitre 1^{er}

CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

§1 La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui relèvent de la compétence de la commission paritaire auxiliaire pour le secteur non marchand (CP337).

§2 En dérogation au paragraphe 1^{er}, sont exclus du bénéfice de la présente convention les travailleurs occupés par les mutualités, les universités libres et toute entreprise qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente CCT, dispose déjà d'une convention collective de travail en matière de formation des groupes à risque.

Par « universités libres », il y a lieu d'entendre : les institutions universitaires libres.

Par « mutualités », il y a lieu d'entendre :

- Les mutualités et unions nationales de mutualités respectivement visées aux articles 2§1 et 6§1 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités ;
- Les sociétés mutualistes, relevant de la Commission paritaire 337, constituées en vertu de l'article 43 bis ou de l'article 70 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités ;
- Les personnes juridiques de droit privé, relevant de la Commission paritaire 337, qui choisissent par convention d'entreprise d'appliquer intégralement les conditions de travail d'une mutualité ou union nationale de mutualité définie.

§3 L'exclusion des universités libres tient compte du fait que la concertation convenue par le protocole d'accord du 30 janvier 2014 concernant la composition et l'activation des commissions paritaires 200, 335, 336 et 337 conclu entre la CSC, la FGTB, la CGSLB, la FEB, l'UNIZO, l'UCM et l'Unisoc n'a pas encore abouti.

L'exclusion des mutualités tient compte de l'existence d'une concertation sociale interne qui, en ce qui concerne l'objet de la présente convention collective de travail, a pu aboutir à des avantages collectifs au moins équivalents.

Article 2

On entend par travailleurs aussi bien le personnel féminin que masculin, aussi bien les employés que les ouvriers.

Chapitre 2.

DÉNOMINATION, SIÈGE SOCIAL, OBJET

Article 3

Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire auxiliaire pour le Non marchand institue un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social auxiliaire du Non Marchand", dont les statuts sont fixés ci-après.

Article 4

Le siège du Fonds social est établi dans les locaux de l'ASBL AFOSOC, square Saintelette, 13-15 à 1000 Bruxelles.

Il peut être transféré, après décision unanime du comité de gestion, par convention collective, en tout autre lieu, situé dans la région de Bruxelles-Capitale.

Article 5

Le Fonds social a pour objet :

1. La perception et la gestion des cotisations "groupes à risque" et leur affectation aux objectifs auxquels elles sont destinées. Cela implique l'organisation d'initiatives en matière d'emploi et de formation et orientation au moyen de ces cotisations, en faveur des personnes ressortissant aux groupes à risque tels que définis dans la CCT du 6 décembre 2016 relative à la définition sectorielle des groupes à risque, en exécution des articles 189 et 190 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses.
2. La gestion et l'affectation de tous autres moyens, en faveur des travailleurs et des employeurs visés par la présente convention collective, qui lui seraient confiés par convention collective de travail (ou non) de la commission paritaire auxiliaire pour le Non Marchand.

Chapitre 3. FINANCEMENT

Article 6

Les moyens financiers du fonds se composent de cotisations versées par les employeurs qui ressortissent au champ d'application de la présente convention collective de travail, ainsi que du produit éventuel d'intérêts résultant de ces cotisations capitalisées.

Le montant des cotisations est défini par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire auxiliaire pour le Non Marchand, rendue obligatoire par arrêté royal, en fonction des missions que la commission paritaire veut confier au Fonds social.

Le Fonds social peut prendre des initiatives visant à élargir sa capacité d'action dans le cadre de son objet, par des revenus complémentaires, tels que des subventions, des conventions et autres accords avec les pouvoirs publics, notamment.

Par décision du comité de gestion, les montants peuvent être fixés de façon à assurer une réserve financière jugée nécessaire.

Article 7

Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de Sécurité Sociale en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Chapitre 4. ADMINISTRATION

Article 8

1. Le Fonds social est géré par un comité de gestion paritaire qui se compose de dix membres.
2. Ces membres sont désignés par les membres effectifs et suppléants de la commission paritaire concernée.
Ils sont présentés pour moitié, respectivement par les organisations professionnelles d'employeurs et par les organisations des travailleurs.
Au moins 50% des membres pour respectivement les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations des travailleurs doivent être membres de la commission paritaire.
3. Les membres du comité de gestion sont désignés pour une période de 4 ans.
4. Le mandat de membre du comité de gestion prend fin :
 - en cas de démission ou de décès de l'intéressé ;
 - lorsque son mandat est révoqué par l'organisation qui l'a présenté ;
 - lorsque son mandat de membre de la commission paritaire prend fin quel qu'en soit le motif.Le remplaçant d'un membre dont le mandat prend fin, termine le mandat du membre qu'il remplace.
5. Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.
6. Les membres du comité de gestion ne perçoivent pas de jetons de présence.

Article 9

Les gestionnaires du Fonds social ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Article 10

Le comité de gestion désigne en son sein un président et un vice-président parmi ses membres, étant entendu que les fonctions de président et vice-président sont assurées chaque fois par l'autre "banc" et que les fonctions changent de banc tous les deux ans.

Article 11

1. Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds social, dans les limites fixées par la loi ou par les présents statuts. Il peut établir un règlement d'ordre intérieur.
2. Sauf décision contraire du comité de gestion, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président, agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un gestionnaire délégué, désigné à cet effet par le comité de gestion. Le gestionnaire délégué peut être aussi bien un membre du comité de gestion qu'une personne extérieure.

Article 12

Le comité de gestion a notamment pour mission :

- 1° de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du fonds;
- 2° d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
- 3° de déterminer les frais d'administration, de même que la quotité des recettes annuelles couvrant ces frais;
- 4° de transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Commission paritaire auxiliaire pour le secteur Non marchand.

Article 13.

Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité de gestion, ainsi qu'à la demande d'une des organisations représentées.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire, désigné par le comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Article 14

1. Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente.
2. Les décisions du comité de gestion sont prises en principe à l'unanimité des voix des membres présents, sauf en cas de dispositions contraires prévues par le règlement d'ordre intérieur établi par le comité de gestion.

Chapitre 5

BILAN, COMPTES ET CONTROLE

Article 15

Le bilan et les comptes sont clôturés au 31 décembre. Le premier exercice comptable débutera le 1^{er} janvier 2017.

Article 16.

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire auxiliaire pour le secteur Non marchand désigne au moins un expert-comptable en vue du contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Commission paritaire.

De plus, il informe régulièrement le comité de gestion du fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

Chapitre 6

ALLOCATIONS, BÉNÉFICIAIRES

Article 17

Les travailleurs des établissements et services visés à l'article 1 ont droit aux avantages sociaux dont le montant, la nature et les conditions d'octroi sont fixés sur proposition du conseil d'administration par convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire auxiliaire pour le secteur non marchand.

Article 18

La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au paiement des cotisations dues par l'employeur.

Chapitre 7

DUREE, DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 19

Le fonds peut être dissous moyennant dénonciation de la présente cct conformément aux dispositions visées à l'article 20.

En cas de dissolution, la Commission paritaire désigne les liquidateurs qu'elle choisit parmi les membres du comité de gestion et définit leurs pouvoirs.

Elle détermine l'affectation des avoirs qui doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le Fonds social a été institué.

Article 20.

La présente convention collective de travail abroge et remplace la convention collective de travail du 6 décembre 2016, enregistrée le 9 janvier 2017 sous le numéro 136889/CO/337.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le 6 décembre 2016.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de six mois à compter de la notification de la dénonciation. La dénonciation doit s'effectuer par le biais d'une lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire auxiliaire pour le secteur non-marchand, qui en adressera copie à chacune des parties signataires.

Aanvullend paritair comité voor de non-profitsector (PC337)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 november 2017 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid ten gunste van de risicogroepen.

Hoofdstuk 1 TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

§1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de inrichtingen en diensten die vallen onder de bevoegdheid van het aanvullend paritair comité voor de non-profitsector (PC337).

§2 In afwijking van het eerste lid van deze bepaling, is deze overeenkomst niet van toepassing op de werknemers tewerkgesteld door de mutualiteiten, de vrije universiteiten en elke onderneming die op datum van inwerkingtreding van onderhavige cao reeds over een cao betreffende de vorming van risicogroepen beschikt.

Onder "vrije universiteiten" wordt verstaan: de vrije universitaire instellingen.

Onder "mutualiteiten" wordt verstaan:

- De mutualiteiten en de landsbonden van ziekenfondsen die respectievelijk vermeld worden in artikel 2§1 en 6§1 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;
- De maatschappijen van onderlinge bijstand, die onder het Paritair comité 337 vallen, opgericht in uitvoering van artikel 43 bis of van artikel 70 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;
- De privaatrechtelijke rechtspersonen, die onder het Paritair comité 337 vallen, en die via ondernemingsovereenkomst er voor kiezen om integraal de arbeidsvoorwaarden van een bepaalde mutualiteit of landsbond van mutualiteit toe te passen.

§3 De uitsluiting van de vrije universiteiten houdt rekening met het feit dat het overeengekomen overleg door het protocolakkoord van 30 januari 2014 betreffende de samenstelling en activering van de paritair comités 200, 335, 336 en 337 afgesloten tussen ACV, ABVV, ACLVB, VBO, UNIZO, UCM en Unisoc nog niet werd afgerond.

De uitsluiting van de mutualiteiten houdt rekening met het bestaan van een intern sociaal overleg dat, voor wat het onderwerp van deze collectieve arbeidsovereenkomst betreft, tot afsluiten van winstens evenwaardige collectieve voordelen geleid heeft.

Artikel 2

Onder werknemers wordt zowel het vrouwelijk als het mannelijk personeel verstaan, zowel de bedienden als de arbeiders.

Hoofdstuk 2 BENAMING, MAATSCHAPPELIJKE ZETEL, DOEL

Artikel 3

Door deze collectieve arbeidsovereenkomst en met toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, richt het aanvullend Paritair Comité voor de non-profit een fonds voor bestaanszekerheid op genaamd "Aanvullend Sociaal Fonds van de non-profit" waarvan de statuten hierna worden vastgesteld.

Artikel 4

De zetel van het Sociaal Fonds is gevestigd in de lokalen van de VZW VESOFO, Sainctelette Square, 13-15 te 1000 Brussel.

Hij kan, na eenparig besluit van het beheerscomité, bij collectieve arbeidsovereenkomst naar iedere andere plaats in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden overgeheveld.

Artikel 5

Het Sociaal Fonds heeft als doel :

1. Het ontvangen en het beheren van de bijdragen "risicogroepen" en het besteden aan de doelstellingen waarvoor zij bestemd zijn. Dit impliceert het zorgen voor de organisatie van initiatieven inzake tewerkstelling en opleiding en toeleiding door middel van deze bijdragen, met name ten gunste van de personen die tot de risicogroepen behoren zoals omschreven in CAO van 6 december 2016 inzake de sectorale definitie van de risicogroepen, in uitvoering van artikelen 189 en 190 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen.
2. Het beheer en de besteding van alle andere middelen, ten gunste van de werknemers en van de werkgevers bedoeld door deze collectieve overeenkomst, die aan het fonds zouden worden toevertrouwd (al dan niet) bij collectieve arbeidsovereenkomst van het aanvullend paritair comité voor de non-profit.

Hoofdstuk 3. FINANCIERING

Artikel 6

De financiële middelen van het fonds bestaan uit bijdragen gestort door de werkgevers die ressorteren onder het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst, alsook uit de eventuele opbrengst van intresten die voortvloeien uit deze gekapitaliseerde bijdragen.

Het bedrag van de bijdragen wordt bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het aanvullend paritair comité voor de non-profit, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit, in functie van de opdrachten die het paritair comité wil toevertrouwen aan het Sociaal Fonds.

Het Sociaal Fonds kan initiatieven nemen om zijn vermogen tot handelen uit te breiden in het kader van zijn doelstelling, door aanvullende inkomsten, zoals subsidies, overeenkomsten en andere akkoorden met de overheid in het bijzonder.

Bij besluit van het beheerscomité kunnen de bedragen worden vastgesteld zodat een financiële reserve kan worden samengesteld die nodig wordt geacht.

Artikel 7

De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid met toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Hoofdstuk 4. ADMINISTRATIE

Artikel 8

1. Het Sociaal Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité dat bestaat uit tien leden.
2. Deze leden worden aangesteld door de effectieve en plaatsvervangende leden van het betrokken paritair comité.
Zij worden respectievelijk voor de helft vertegenwoordigd door de beroepsorganisaties van werkgevers en door de werknemersorganisaties.
Minstens 50% van de leden voor respectievelijk de beroepsorganisaties van werkgevers en de werknemersorganisaties moeten lid zijn van het paritair Comité.
3. De leden van het beheerscomité worden aangesteld voor een periode van 4 jaren.
4. Het mandaat van lid van het beheerscomité loopt ten einde:
 - in geval van ontslag of overlijden van de betrokkene ;
 - wanneer zijn mandaat wordt herroepen door de organisatie die hem heeft voorgedragen ;
 - wanneer zijn mandaat van lid van het paritair comité ten einde loopt ongeacht wat de reden ervan is.De vervanger van een lid wiens mandaat een einde neemt, beëindigt het mandaat van het lid dat hij vervangt.
5. De mandaten van de leden van het beheerscomité kunnen worden vernieuwd.
6. De leden van het beheerscomité ontvangen geen presentiegeld.

Artikel 9

De beheerders van het Sociaal Fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan wat de verbintenissen van het Fonds betreft. Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het beheersmandaat dat zij hebben gekregen.

Artikel 10

Het beheerscomité kiest in zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, met dien verstande dat de functies van voorzitter en ondervoorzitter steeds tot de andere "bank" behoren en dat de functies om de twee jaar van bank wisselen.

Artikel 11

1. Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Sociaal Fonds, binnen de beperkingen vastgesteld door de wet of door deze statuten. Het kan een huishoudelijk reglement opstellen.
2. Behalve bij andersluidende beslissing van het beheerscomité, treedt dit op in al zijn handelingen en handelt in rechte door toedoen van de voorzitter en van de ondervoorzitter, die gezamenlijk handelen, en die ieder desgevallend vervangen worden door een afgevaardigd beheerder, die hiertoe wordt aangesteld door het beheerscomité. De afgevaardigd beheerder kan zowel een lid van het beheerscomité zijn als een extern persoon.

Artikel 12

Het beheerscomité heeft met name als opdracht :

- 1° eventueel personeel van het fonds aan te werven en te ontslaan ;
- 2° controle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te nemen voor de uitvoering van deze statuten ;

- 3° de administratiekosten te bepalen, evenals het evenredig bedrag van de jaarlijkse inkomsten die deze kosten dekken ;
- 4° elk jaar in juni een schriftelijk verslag over de uitvoering van zijn opdracht te bezorgen aan het aanvullend paritair comité voor de Non-Profitsector.

Artikel 13.

Het beheerscomité komt ten minste één keer per semester bijeen ten zetel van het fonds, ofwel na bijeenroeping van de voorzitter die ambtshalve handelt, ofwel op verzoek van ten minste de helft van de leden van het beheerscomité, alsook op verzoek van één van de vertegenwoordigde organisaties.

Bij de uitnodigingen moeten de agendapunten worden vermeld. De notulen worden opgesteld door de secretaris, aangesteld door het beheerscomité en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten. De uittreksels van deze notulen worden ondertekend door de voorzitter en de ondervoorzitter.

Artikel 14

1. Het beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen en beslissen als ten minste de helft van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.
2. De beslissingen van het beheerscomité worden in principe bij eenparigheid van stemmen genomen door de aanwezige leden, behalve in geval van andersluidende bepalingen waarin voorzien is door het huishoudelijk reglement opgesteld door het beheerscomité.

Hoofdstuk 5.

BALANS, REKENINGEN EN CONTROLE

Artikel 15

De balans en de rekeningen worden afgesloten op 31 december. Het eerste boekhoudkundig jaar zal op 1^{ste} januari 2017 aanvangen.

Artikel 16.

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid stelt het aanvullend paritair comité voor de non-profitsector ten minste één accountant aan met het oog op de controle van het beheer van het fonds. Deze moet, ten minste één keer per jaar, verslag uitbrengen aan het paritair Comité. Bovendien informeert hij regelmatig het beheerscomité van het fonds over de resultaten van zijn onderzoeken en doet hij de aanbevelingen die hij nuttig acht.

Hoofdstuk 6

UITKERINGEN, BEGUNSTIGDEN

Artikel 17

De werknemers van de inrichtingen en diensten bedoeld onder artikel 1 hebben recht op de sociale voordelen waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden op voorstel van het beheerscomité worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het aanvullend paritair comité voor de non-profitsector.

Artikel 18

De vereffening van de voordelen mag in geen geval worden ondergeschikt aan de betaling van de bijdragen verschuldigd door de werkgever.

Hoofdstuk 7

DUUR, ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 19

Het fonds kan ontbonden worden mits opzegging van deze cao conform de bepalingen opgenomen in artikel 20.

In geval van ontbinding stelt het paritair comité de vereffenaars aan die het kiest onder de leden van het beheerscomité en bepaalt hun bevoegdheden.

Het bepaalt de besteding van de tegoeden die in overeenstemming moet zijn met de doelstelling waarvoor het Sociaal Fonds werd opgericht.

Artikel 20

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft op en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 december 2016, geregistreerd op 9 januari 2017 onder het nummer 136889/CO/337.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur en zij treedt in werking op 6 december 2016.

Zij kan door elk der partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van zes maanden die loopt vanaf de betekening van de opzegging. De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de non-profit sector, waarvan deze laatste een kopie aan elk der ondertekenende partijen laat geworden.